

## ANNEXE 8

**Arrêtés d'autorisation de prélèvement dans le lac de Vallon (2012 et 2014)**

PRÉFET DE LA HAUTE-SAVOIE

Direction départementale  
des territoires

Service eau-environnement

Cellule prévention des pollutions, ressources

Affaire suivie par DAMOUR Mathias  
tél. : 04 56 20 90 20  
mathias.damour@haute-savoie.gouv.fr

Annecy, le 7 novembre 2012

LE PRÉFET DE LA HAUTE-SAVOIE

**Arrêté n° 2012312-0013**

**Autorisation au titre de l'article L214-1 du code de l'environnement de prélèvement d'eau dans le lac de Vallon pour la production de neige de culture**

**Milieu récepteur : le Brevon**

**Commune : BELLEVAUX**

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L214-1 à L214-8 (enquêtes publiques au titre de l'eau et des milieux aquatiques) ;

VU le code de l'environnement, notamment son article R214-1 relatif à la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L214-1 à L214-6 ;

VU le code de l'environnement, notamment ses articles R214-6 à R214-31 relatifs aux dispositions applicables aux opérations soumises à autorisation ;

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment ses articles R11-4 à R11-14 (procédure d'enquête préalable de droit commun) ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du 12 juillet 2012 portant nomination de monsieur Georges-François LECLERC, préfet, en qualité de préfet de la Haute-Savoie ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhône-Méditerranée approuvé le 20 novembre 2009 ;

VU la demande de madame la présidente du SIVU du Roc d'Enfer en date du 30 novembre 2011 et le dossier l'accompagnant par laquelle elle sollicite l'autorisation de prélèvement d'eau dans le lac de Vallon pour la production de neige de culture, sur la commune de BELLEVAUX ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2012132-0001 du 11 mai 2012 prescrivant une enquête publique dans la commune de BELLEVAUX ;

VU le dossier d'enquête et le registre y afférents ;

VU les pièces constatant que :

1° l'avis d'enquête établi par mes soins a été publié, affiché et inséré dans deux journaux locaux diffusés dans le département au moins 8 jours avant l'enquête, et rappelé dans les 8 premiers jours de l'enquête, soit les 24 mai 2012 et 7 juin 2012 ;

2° le dossier d'enquête est resté déposé pendant 16 jours, du lundi 4 juin 2012 au mardi 19 juin 2012 inclus en mairie de BELLEVAUX ;

VU le mémoire en réponse aux observations figurant au dossier d'enquête publique, produit par le pétitionnaire en date du 22 juin 2012 ;

VU le rapport et les conclusions motivées, favorables à l'opération, de monsieur le commissaire-enquêteur, en date du 20 juin 2012 ;

VU l'avis de la commune de BELLEVAUX ;

VU l'avis de monsieur le sous-préfet de l'arrondissement de THONON-LES-BAINS en date du 28 juin 2012 ;

VU le rapport de monsieur le directeur départemental des territoires en date du 24 septembre 2012 ;

VU l'avis favorable émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de Haute-Savoie en date du 24 octobre 2012 ;

VU le projet d'arrêté adressé à madame la présidente du SIVU du Roc d'Enfer en date du 11 octobre 2012 ;

**CONSIDERANT** que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau ;

**SUR** proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

## **ARRETE**

### **Titre I - OBJET**

#### **Article 1er : autorisation au titre du code de l'environnement**

Madame la présidente du SIVU du Roc d'Enfer est autorisée, en application de l'article L214-3 du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, à établir et exploiter un prélèvement d'eau dans le lac de Vallon pour la production de neige de culture sur la commune de BELLEVAUX.

Les rubriques définies à l'article R214-1 du code de l'environnement et concernées par cette opération sont les suivantes :



<i>Rubriques</i>	<i>Intitulé</i>	<i>Régime</i>	<i>Arrêtés de prescriptions générales correspondant</i>
<b>1210</b>	A l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article L. 214-9 du Code de l'Environnement, prélèvements et installations et ouvrages permettant le prélèvement, y compris par dérivation, dans un cours d'eau, dans sa nappe d'accompagnement ou dans un plan d'eau ou canal alimenté par ce cours d'eau ou cette nappe : 1° d'une capacité totale maximale supérieure ou égale à 1 000 m <sup>3</sup> /heure ou à 5 % du débit du cours d'eau ou, à défaut, du débit global d'alimentation du canal ou du plan d'eau (A) 2° d'une capacité totale maximale comprise entre 400 et 1 000 m <sup>3</sup> /heure ou entre 2 et 5 % du débit du cours d'eau ou, à défaut, du débit global d'alimentation du canal ou du plan d'eau (D)	Autorisation	Arrêté du 11 septembre 2003 modifié
<b>3120</b>	Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3140, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau : 1° sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m (A) 2° sur une longueur de cours d'eau inférieure à 100 m (D) Le lit mineur d'un cours d'eau est l'espace recouvert par les eaux coulant à pleins bords avant débordement	Déclaration	Arrêté du 28 novembre 2007
<b>3150</b>	Installations, ouvrages, travaux ou activités, dans le lit mineur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens : 1° destruction de plus de 200 m <sup>2</sup> de frayères (A) 2° dans les autres cas (D)	Déclaration	Néant

## **Article 2 : caractéristiques des ouvrages**

Les ouvrages et travaux sont les suivants :

- création d'une prise d'eau en rive gauche du lac ;
- établissement d'un regard équipé d'un pompage et d'une vidange,
- établissement de conduites d'eau à partir de cette prise d'eau vers les points de production de neige de culture ;
- franchissement du lit du Brevon par les lignes et canalisations, à l'aval de la confluence entre le ruisseau de Bellecombe et le Brevon ;
- restauration de la franchissabilité de deux ponts-cadres par aménagements à leur aval immédiat et d'un seuil en poteaux béton de récupération, soit les obstacles référencés ROE 42075, ROE 42053 et ROE 57768.

## **Article 3 : caractéristiques des prélèvements autorisés**

### **3.1 – Situation géographique des prélèvements**

Le SIVU du Roc d'Enfer est autorisé à exploiter la prise d'eau sur le lac de Vallon, traversé par le cours d'eau le Brevon, pour l'alimentation d'installation de production de neige de culture.

### **3.2 – Volumes et débits prélevés**

Le débit de prélèvement autorisé s'élève à 25 l/s.

Le débit réservé en période de prélèvement est de 125 l/s.

Le prélèvement total est limité à un volume de 25 000 m<sup>3</sup> par an.

Le prélèvement est exclu du 15 juin au 31 août.



### **3.3 – Réduction ou suspension provisoire des prélèvements**

Le préfet peut, sans que le bénéficiaire de l'autorisation puisse s'y opposer ou solliciter une quelconque indemnité, réduire ou suspendre temporairement le prélèvement dans le cadre des mesures prises au titre des articles R211-66 à R211-70 du code de l'environnement relatifs à la limitation ou à la suspension provisoire des usages de l'eau.

L'autorisation de prélèvement peut également être suspendue à partir de la saison 2013-2014 dans les conditions de l'article 11 du présent arrêté.

## **Titre II – PRESCRIPTIONS**

### **Article 4 : prescriptions relatives aux travaux**

#### **4.1 - Durant l'exécution des travaux**

Toutes dispositions sont prises pour éviter la turbidité des eaux superficielles du Brevon. Ainsi, pour les travaux intéressant le lit du cours d'eau, soit la totalité des eaux est conditionnée dans un busage ou tuyau souple, soit les eaux sont provisoirement détournées. De plus, dans la mesure du possible, les travaux sont réalisés par temps sec.

Le dimensionnement de ces ouvrages de détournement, ainsi que des éventuels ouvrages provisoires de traversée de lit, doit permettre de faire face aux crues prévisibles pendant la période de travaux.

Tout déversement direct ou indirect de matières polluantes (hydrocarbures, ciment...) dans les eaux superficielles est proscrit.

Le lavage des toupies à béton est réalisé au-dessus d'une fosse de nettoyage aménagée à cet effet et éloignée du cours d'eau.

Les opérations de nettoyage, entretien et ravitaillement des engins de chantier et camions sont réalisées sur des emplacements aménagés de façon à interdire tout rejet d'effluents polluants au milieu naturel : installation et imperméabilisation des aires en dehors des périmètres de protection des captages d'eau potable, création de fossés étanches de récupération des eaux pluviales ou de lavage, installation de cuves de stockage, récupération de toutes matières polluantes...

Les opérations de vidange des engins de chantier et camions se font sur ces aires particulières ou grâce à un camion atelier muni d'un dispositif de récupération des huiles usagées par aspiration. Dans le premier cas, les produits de vidange sont recueillis et évacués en fûts fermés vers un centre de traitement agréé.

Les cuves de stockage des huiles et hydrocarbures sont éloignées du cours d'eau. Dans le cas contraire, ces stocks sont ceinturés par une petite butte de terre afin de confiner une éventuelle fuite.

En cas d'écoulement de ces produits sur le sol (lors de leur stockage, en cas de fuite des engins ou en cas de déversement accidentel), des mesures visant à bloquer la pollution et à récupérer au mieux et au plus vite les produits déversés sont immédiatement mises en œuvre (tranchées de récupération...), puis les terres souillées sont enlevées et évacuées vers des décharges agréées.

Les engins de chantier sont évacués du lit mineur du cours d'eau la nuit et le week-end.

Tous les déchets de chantier sont évacués en décharge autorisée.



En cas d'importation de terres végétales, celles-ci sont exemptes de toutes formes d'espèces végétales invasives (renouée du Japon, balsamine de l'Himalaya...). Dans l'éventualité où, en dépit des précautions prises, ces espèces invasives auraient été importées sur le site, le maître d'ouvrage prend immédiatement toutes les mesures nécessaires à leur non-prolifération, ainsi qu'à leur éradication. Si ces mêmes espèces étaient d'ores et déjà présentes sur le site avant travaux, le maître d'ouvrage est tenu de prendre les mêmes mesures. Un suivi du site est effectué jusqu'à leur éradication.

Aucun matériau n'est exporté depuis le lit majeur du cours d'eau.

L'emprise au sol du chantier est réduite au maximum et piquetée de façon à minimiser les impacts sur le milieu naturel, y compris pour les débroussaillages et déboisements.

Le service en charge de la police de l'eau (M. DAMOUR, tél.04.56.20.90.20) et l'ONEMA (M. CELLIER, tél. 06.72.08.13.31) devront être avertis, **8 jours avant tout commencement des travaux**, de la date de commencement des travaux ainsi que de leur date d'achèvement. Si l'ONEMA l'estime nécessaire, le maître d'ouvrage devra faire procéder à ses frais à une pêche électrique de sauvegarde du peuplement piscicole.

#### **4.2 – Prise d'eau dans le lac de Vallon**

La prise d'eau est constituée d'un regard situé en dehors de l'espace susceptible d'être inondé par le lac ou ses affluents, et d'une canalisation de prise d'eau dans le lac de Vallon.

Le point de prise d'eau tient compte des apports sédimentaires naturels dans le lac. Il est situé à une distance suffisante de la berge pour écarter le besoin de curage de dégagement au cours de sa durée d'exploitation attendue.

La largeur de la tranchée reliant le regard et le point de prélèvement est limitée au minimum nécessaire. Son remblaiement est soigné et réalisé avec les matériaux extraits.

L'établissement de la prise d'eau minimise les effets temporaires et permanents sur les berges du lac et la dynamique sédimentaire naturelle dans sa zone d'implantation.

#### **4.3 – Franchissement du Brevon**

Le franchissement du lit du Brevon par les lignes et canalisations, à l'aval de la confluence entre le ruisseau de Bellecombe et le Brevon, ne donne pas lieu à l'installation d'un drain pérenne. Le remblaiement de la tranchée est soigné et réalisé avec les matériaux extraits, séparés couche par couche en cas d'hétérogénéité notable. La largeur de la tranchée est limitée au minimum nécessaire.

#### **4.4 – Aménagement des obstacles à la continuité**

L'aménagement des obstacles à la continuité écologique mentionnés dans le présent arrêté ne peut commencer qu'après l'approbation d'un dossier de travaux par le service chargé de la police de l'eau dans les conditions fixées à l'article 9.

#### **4.5 - Après les travaux**

Les aménagements nécessaires à la réalisation des travaux (piste d'accès, conditionnement des eaux par tuyaux, traversée busée...) et mis en place provisoirement, sont retirés du lit du cours d'eau, lequel est remis en état.



Si le lit et les berges du cours d'eau sont dégradés pendant les travaux, ils sont restaurés (plantations d'essences locales adaptées aux bords des cours d'eau...).

Aux endroits qui auront été enherbés ou végétalisés (plantations), un suivi de la reprise de la végétation est réalisé par le pétitionnaire.

#### **Article 5 : surveillance et entretien des ouvrages**

Le pétitionnaire veille au bon entretien des ouvrages et installations mis en place. Ainsi, une visite régulière des aménagements réalisés, assurée par le pétitionnaire, permet de surveiller leur comportement et de juger de la nécessité de leur entretien et de leur nettoyage afin d'assurer leur bon fonctionnement.

Lorsque des travaux de réfection ou d'entretien sont nécessaires au niveau des ouvrages, du lit du cours d'eau ou des berges du lac, le pétitionnaire avise au moins quinze jours à l'avance l'administration chargée de la police de l'eau.

Si nécessaire, à la demande de cette administration, le pétitionnaire entreprend les travaux de confortement du lit ou des berges rendus nécessaires par la présence ou le fonctionnement des ouvrages. Il peut en être de même pour des travaux de modification ou de confortement des aménagements réalisés, ou toutes autres interventions.

#### **Article 6 : moyens d'intervention en cas d'incident ou d'accident**

Le bénéficiaire prend les mesures d'exécution immédiate nécessaires pour faire cesser les dangers ou inconvénients et limiter les conséquences d'une pollution accidentelle.

Le bénéficiaire prend toutes les dispositions nécessaires, notamment par l'installation de bacs de rétention ou d'abris étanches, en vue de prévenir tout risque de pollution des eaux par les carburants et autres produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux issues du système de pompage et notamment les fluides de fonctionnement de moteurs thermiques, s'il y a lieu.

Une large information sur la procédure à tenir est faite auprès des services appelés à intervenir en cas d'accident.

#### **Article 7 : déclaration des incidents ou accidents**

Le permissionnaire est tenu de déclarer à l'administration chargée de la police des eaux, dès qu'il en a connaissance, les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L211-1 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que peut prescrire le préfet, le maître d'ouvrage prend ou fait prendre toutes dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le permissionnaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.



## **Article 8 : comptage et suivi du prélèvement**

Les références de l'arrêté préfectoral d'autorisation sont affichées à l'extérieur au niveau de la prise d'eau et du local de pompage. Une copie de l'arrêté est affichée dans le local de pompage.

Un compteur volumétrique est installé sur la conduite alimentant le réseau de production de neige à partir de la prise d'eau. Il est choisi en tenant compte des conditions d'exploitation de l'installation, notamment le débit moyen et maximum de prélèvement. Le choix et les conditions de montage du compteur doivent permettre de garantir la précision des volumes mesurés. Les compteurs volumétriques équipés d'un système de remise à zéro sont interdits.

L'exploitant établit et précise une courbe de tarage reliant le niveau du lac au débit à son exutoire, par 10 mesures initiales de débit au courantomètre sur une durée d'un an. Cette courbe de tarage est vérifiée au cours de la durée d'exploitation de la prise d'eau par des mesures à une fréquence appropriée. L'exploitant met en place un capteur de niveau auquel le fonctionnement de la prise d'eau est asservi : l'atteinte du niveau du lac correspondant au débit réservé interrompt le pompage.

L'exploitant pose une échelle limnimétrique scellée et lisible d'un point d'accès facile, faisant apparaître en particulier le niveau du lac correspondant au débit réservé.

Les moyens de comptage du volume prélevé ainsi que les moyens de mesure du débit à l'exutoire du lac sont régulièrement entretenus, contrôlés et, si nécessaire, remplacés, de façon à fournir en permanence une information fiable.

En particulier, l'exploitant contrôle régulièrement la pertinence des mesures de débit du lac basés sur la courbe de tarage et la pertinence de l'asservissement, notamment vis-à-vis des conditions particulières (glace, vagues, embâcles...). Il prend toutes dispositions nécessaires pour remédier aux dysfonctionnements du dispositif en vue d'assurer le respect du débit réservé.

Le bénéficiaire de l'autorisation consigne sur un registre ou cahier, les éléments du suivi de l'exploitation de la prise d'eau et de la retenue ci-après :

- pour l'utilisation de l'eau, les volumes prélevés à partir du lac mensuellement et annuellement et les relevés de l'index du compteur volumétrique correspondant ;
- un enregistrement quotidien du niveau du lac et le débit correspondant établi à partir de la courbe de tarage, toute l'année pendant la durée de vie de l'exploitation de la prise d'eau ;
- les incidents survenus au niveau de l'exploitation et, selon le cas, au niveau de la mesure des volumes prélevés ou du suivi des grandeurs caractéristiques ;
- les vérifications et dispositions prises pour assurer la pertinence des mesures de débit et l'asservissement au débit réservé ;
- les entretiens, contrôles et remplacements des moyens de mesure et d'évaluation.

Ce registre est tenu à la disposition des agents de la police de l'eau et des milieux aquatiques chargés du contrôle ; les données qu'il contient sont conservées 3 ans par le pétitionnaire.

L'exploitant transmet annuellement, à la fin de chaque saison, un rapport de consommation au service chargé de la police de l'eau et des milieux aquatiques, ainsi les débits journaliers du lac sur l'ensemble de l'année.



Le préfet peut, par arrêté, fixer des modalités ou des dates d'enregistrement particulières ainsi qu'une augmentation de la fréquence d'enregistrement, pendant les périodes sensibles pour l'état des ressources en eau et des milieux aquatiques.

**Article 9 : mesures destinées à éviter, réduire et compenser les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine**

Les mesures d'évitement et de réduction des incidences sont intégrées aux articles du présent arrêté portant sur la prise d'eau, les limitations du prélèvement, le débit réservé et sur les prescriptions portant sur les travaux.

Par ailleurs, la réalisation comprend, à titre de mesure compensatoire et conformément aux objectifs énoncés à l'article L211-I, l'amélioration de la franchissabilité de trois obstacles artificiels situés sur le Brevon en amont du lac de Vallon :

- obstacle ROE 42075 : radier du pont-cadre aval, classe de franchissement actuelle : 4 ;
- obstacle ROE 42053 : radier du pont-cadre aval de Lajoux, classe de franchissement actuelle : 4 ;
- obstacle ROE 57768 : seuil poteaux béton, classe de franchissement actuelle : 3.

Ces obstacles sont rendus franchissables dans la plupart des conditions hydrologiques par les salmonidés de taille les rendant susceptibles de se reproduire.

Les obstacles ROE 42075 et ROE 42053 sont aménagés avant le 30 octobre 2013. L'obstacle ROE 57768 est aménagé par réfection complète, enlèvement des poteaux béton actuels et réalisation d'un nouveau seuil franchissable et durable. Cet aménagement est réalisé avant le 30 octobre 2014.

Pour chacun de ces aménagements, un dossier de travaux est remis pour approbation au service chargé de la police de l'eau et à l'ONEMA. Il comprend :

- la période d'intervention (date de démarrage),
- un lever topographique préalable à l'opération,
- un plan des aménagements projetés,
- une note sur les matériaux employés.

Les canalisations et installations suivent les chemins et pistes de ski existants à l'exception d'ouvrages ponctuels (traversée du Brevon, prise d'eau et local de production).

**Article 10 : modalités de suivi des effets du projet sur l'environnement ou la santé humaine**

Le prélèvement, le débit du Brevon et l'ouvrage de prise d'eau font l'objet du suivi précisé à l'article 8.

**Article 11 : modalités de suivi de la réalisation des mesures prévues et suivi de leurs effets sur l'environnement**

Les aménagements mentionnés à l'article 9 visant à la restauration de la continuité écologique du Brevon font l'objet d'un rapport après leur réalisation. Ce rapport comprend :

- un plan de récolement de chacun des aménagements,
- la quantité et l'origine des matériaux employés.



Après la réalisation des mêmes aménagements, il est procédé au récolement des travaux par le préfet. Celui-ci fixe la date de cette opération, à laquelle il invite le permissionnaire, le maire et les services intéressés.

S'il résulte de la visite de récolement que les travaux exécutés s'écartent des dispositions prescrites, le préfet invite le permissionnaire à régulariser sa situation et l'autorisation de prélèvement est suspendue.

S'il résulte de la visite de récolement que les travaux exécutés sont conformes à l'autorisation, procès-verbal en est dressé. Un exemplaire en est notifié au permissionnaire. Cette notification vaut autorisation de mise en service définitive de l'installation.

### **Titre III – DISPOSITIONS GENERALES**

#### **Article 12 : conformité au dossier et modifications**

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets de la présente autorisation, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenu du dossier de demande d'autorisation sans préjudice des dispositions de la présente autorisation.

Toute modification notable apportée par le bénéficiaire de l'autorisation aux ouvrages ou installations de prélèvement, à leur localisation, leur mode d'exploitation, aux caractéristiques principales du prélèvement lui-même (débit, volume, période), tout changement de type de moyen de mesure ou de mode d'évaluation de celui-ci, ainsi que tout autre changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation ou de l'autorisation elle-même est porté, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet, conformément aux dispositions de l'article R214-18 du code de l'environnement. Celui-ci peut, selon les cas, prendre par arrêté préfectoral des prescriptions complémentaires ou exiger le dépôt d'une nouvelle demande d'autorisation.

#### **Article 13 : caractère de l'autorisation**

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité de l'État exerçant ses pouvoirs de police.

Faute par le permissionnaire de se conformer dans le délai fixé aux dispositions prescrites, l'administration peut prononcer la déchéance de la présente autorisation et prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître, aux frais du permissionnaire, tout dommage provenant de son fait, ou pour prévenir ces dommages dans l'intérêt de l'environnement de la sécurité et de la santé publique, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux contraventions au code de l'environnement.

Il en est de même dans le cas où, après s'être conformé aux dispositions prescrites, le permissionnaire changerait ensuite l'état des lieux fixé par la présente autorisation, sans y être préalablement autorisé, ou s'il ne maintenait pas constamment les installations en état normal de bon fonctionnement.

#### **Article 14 : conditions d'arrêt d'exploitation des ouvrages et d'installations de prélèvement et remise en état des lieux**

En dehors des périodes d'exploitation et en cas de délaissement provisoire, les installations et ouvrages de prélèvement sont soigneusement fermés ou mis hors service.



Si le pétitionnaire décide de cesser l'exploitation de l'ouvrage, le préfet peut faire établir un projet de remise en état des lieux total ou partiel accompagné des éléments de nature à justifier celui-ci.

#### **Article 15 : accès aux installations**

Les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques ont libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par la présente autorisation, dans les conditions fixées par le code de l'environnement. Ils peuvent demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

#### **Article 16 : droits des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

#### **Article 17 : autres réglementations**

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le permissionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

#### **Article 18 : publication et information des tiers**

Le présent arrêté est notifié au pétitionnaire. Il est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et mis à la disposition du public sur le site Internet de la préfecture pendant une durée d'au moins un an.

Cet arrêté est affiché pendant un mois en mairie de BELLEVAUX.

Un avis rappelant la délivrance de la présente autorisation et les lieux où le dossier peut être consulté est publié par les soins des services de la préfecture (direction départementale des territoires, service eau-environnement) aux frais du pétitionnaire dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département.

Le dossier sur l'opération autorisée est mis à la disposition du public dans la mairie de BELLEVAUX et à la direction départementale des territoires (service eau-environnement) pendant une durée de deux mois à compter de la publication de l'arrêté préfectoral.

#### **Article 19 : voies et délais de recours**

Le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux dans un délai de deux mois à compter de la publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R421-2 du code de justice administrative.

Dans le même délai de deux mois, le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent à compter de sa publication au recueil des actes administratifs par le pétitionnaire et dans un délai d'un an par les tiers dans les conditions de l'article R514-3-1 du code de l'environnement.

**Article 20 : exécution**

MM. le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des territoires, madame la présidente du SIVU du Roc d'Enfer, M. le maire de BELLEVAUX sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est adressée à :

- M. le sous-préfet de l'arrondissement de THONON-LES-BAINS,
- M. le délégué territorial Savoie-Haute-Savoie de l'agence régionale de santé,
- M. le président de la fédération de Haute-Savoie pour la pêche et la protection du milieu aquatique,
- M. le président de l'association agréée interdépartementale des pêcheurs professionnels des lacs alpins,
- MM. les présidents des chambres d'agriculture, de commerce et de l'industrie, des métiers et de l'artisanat de Haute-Savoie.
- M. le chef du service départemental de l'office national de l'eau et des milieux aquatiques.

Le préfet

Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général,

Christophe Noël du Payrat





PRÉFET DE LA HAUTE-SAVOIE

Direction départementale  
des territoires

Service eau-environnement

Cellule prévention des pollutions et ressources  
PPR/MD

Annecy, le 19 décembre 2014

LE PREFET DE LA HAUTE-SAVOIE

**Arrêté n° 2014353-0013**

**Autorisation au titre de l'article L214-1 du code de l'environnement de prélèvement d'eau dans le lac de Vallon pour la production de neige de culture**

**Milieu récepteur : le Brevon**

**Commune : BELLEVAUX**

**VU** le code de l'environnement, notamment ses articles L214-1 à L214-8 (enquêtes publiques au titre de l'eau et des milieux aquatiques) ;

**VU** le code de l'environnement, notamment son article R214-1 relatif à la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L214-1 à L214-6 ;

**VU** le code de l'environnement, notamment ses articles R214-6 à R214-31 relatifs aux dispositions applicables aux opérations soumises à autorisation ;

**VU** le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

**VU** le décret du 12 juillet 2012 portant nomination de monsieur Georges-François LECLERC, préfet, en qualité de préfet de la Haute-Savoie ;

**VU** le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhône-Méditerranée approuvé le 20 novembre 2009 ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2012312-0013 en date du 7 novembre 2012 portant autorisation au titre de l'article L214-1 du code de l'environnement de prélèvement d'eau dans le lac de Vallon pour la production de neige de culture ;

**VU** le dossier de demande d'arrêté complémentaire d'autorisation complet et régulier déposé au titre de l'article L214-3 du code de l'environnement reçu le 15 septembre 2014, présenté par la commune de BELLEVAUX, représentée par Monsieur Jean-Louis VUAGNOUX, enregistré sous le n° 74-2014-00290 et relatif à l'opération susvisée ;

**VU** le rapport de monsieur le directeur départemental des territoires en date du 27 novembre 2014 ;



**VU** l'avis favorable émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de Haute-Savoie en date du 11 décembre 2014 ;

**VU** le projet d'arrêté adressé à monsieur le maire de la commune de BELLEVAUX en date du 11 octobre 2012 ;

**CONSIDERANT** que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau ;

**CONSIDERANT** que le SIVU du Roc d'Enfer a été dissous et que la commune de BELLEVAUX déclare avoir repris l'exploitation des installations aménagées sur le territoire communal ;

**SUR** proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

## ARRETE

### Titre I - OBJET

#### Article 1er : autorisation au titre du code de l'environnement

Monsieur le maire de la commune de BELLEVAUX est autorisé, en application de l'article L214-3 du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, à établir et exploiter un prélèvement d'eau dans le lac de Vallon pour la production de neige de culture sur la commune de BELLEVAUX.

Les rubriques définies à l'article R214-1 du code de l'environnement et concernées par cette opération sont les suivantes :

<i>Rubriques</i>	<i>Intitulé</i>	<i>Régime</i>	<i>Arrêtés de prescriptions générales correspondant</i>
<b>1210</b>	A l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article L 214-9 du Code de l'Environnement, prélèvements et installations et ouvrages permettant le prélèvement, y compris par dérivation, dans un cours d'eau, dans sa nappe d'accompagnement ou dans un plan d'eau ou canal alimenté par ce cours d'eau ou cette nappe : 1° d'une capacité totale maximale supérieure ou égale à 1 000 m <sup>3</sup> /heure ou à 5 % du débit du cours d'eau ou, à défaut, du débit global d'alimentation du canal ou du plan d'eau (A) 2° d'une capacité totale maximale comprise entre 400 et 1 000 m <sup>3</sup> /heure ou entre 2 et 5 % du débit du cours d'eau ou, à défaut, du débit global d'alimentation du canal ou du plan d'eau (D)	Autorisation	Arrêté du 11 septembre 2003 modifié
<b>3120</b>	Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3140, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau : 1° sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m (A) 2° sur une longueur de cours d'eau inférieure à 100 m (D) Le lit mineur d'un cours d'eau est l'espace recouvert par les eaux coulant à pleins bords avant débordement	Déclaration	Arrêté du 28 novembre 2007

3150	Installations, ouvrages, travaux ou activités, dans le lit mineur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens : 1° destruction de plus de 200 m <sup>2</sup> de frayères (A) 2° dans les autres cas (D)	Déclaration	Arrêté du 30 septembre 2014
------	---	-------------	-----------------------------

## **Article 2**

L'article 3.2 de l'arrêté n° 2012312-0013 en date du 7 novembre 2012 est modifié de la manière suivante :

le débit de prélèvement autorisé s'élève à 55 l/s ;

le débit réservé en période de prélèvement est de 200 l/s ;

le prélèvement total est limité à un volume de 25 000 m<sup>3</sup> par an ;

le prélèvement est exclu du 15 juin au 31 août.

## **Titre II – DISPOSITIONS GENERALES**

### **Article 3 : conformité au dossier et modifications**

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets de la présente autorisation, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenu du dossier de demande d'autorisation sans préjudice des dispositions de la présente autorisation.

Toute modification notable apportée par le bénéficiaire de l'autorisation aux ouvrages ou installations de prélèvement, à leur localisation, leur mode d'exploitation, aux caractéristiques principales du prélèvement lui-même (débit, volume, période), tout changement de type de moyen de mesure ou de mode d'évaluation de celui-ci, ainsi que tout autre changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation ou de l'autorisation elle-même est porté, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet, conformément aux dispositions de l'article R214-18 du code de l'environnement. Celui-ci peut, selon les cas, prendre par arrêté préfectoral des prescriptions complémentaires ou exiger le dépôt d'une nouvelle demande d'autorisation.

### **Article 4 : caractère de l'autorisation**

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité de l'Etat exerçant ses pouvoirs de police.

Faute par le permissionnaire de se conformer dans le délai fixé aux dispositions prescrites, l'administration peut prononcer la déchéance de la présente autorisation et prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître, aux frais du permissionnaire, tout dommage provenant de son fait, ou pour prévenir ces dommages dans l'intérêt de l'environnement de la sécurité et de la santé publique, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux contraventions au code de l'environnement.

Il en est de même dans le cas où, après s'être conformé aux dispositions prescrites, le permissionnaire changerait ensuite l'état des lieux fixé par la présente autorisation, sans y être préalablement autorisé, ou s'il ne maintenait pas constamment les installations en état normal de bon fonctionnement.



### **Article 5 : conditions d'arrêt d'exploitation des ouvrages et d'installations de prélèvement et remise en état des lieux**

En dehors des périodes d'exploitation et en cas de délaissement provisoire, les installations et ouvrages de prélèvement sont soigneusement fermés ou mis hors service.

Si le pétitionnaire décide de cesser l'exploitation de l'ouvrage, le préfet peut faire établir un projet de remise en état des lieux total ou partiel accompagné des éléments de nature à justifier celui-ci.

### **Article 6 : accès aux installations**

Les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques ont libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par la présente autorisation, dans les conditions fixées par le code de l'environnement. Ils peuvent demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

### **Article 7 : droits des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

### **Article 8 : autres réglementations**

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le permissionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

### **Article 9 : publication et information des tiers**

Le présent arrêté est notifié au pétitionnaire. Il est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et mis à la disposition du public sur le site Internet de la préfecture pendant une durée d'au moins un an.

Cet arrêté est affiché pendant un mois en mairie de BELLEVAUX.

Un avis rappelant la délivrance de la présente autorisation et les lieux où le dossier peut être consulté est publié par les soins des services de la préfecture (direction départementale des territoires, service eau-environnement) aux frais du pétitionnaire dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département.

Le dossier sur l'opération autorisée est mis à la disposition du public dans la mairie de BELLEVAUX et à la direction départementale des territoires (service eau-environnement) pendant une durée de deux mois à compter de la publication de l'arrêté préfectoral.

### **Article 10 : voies et délais de recours**

Le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux dans un délai de deux mois à compter de la publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R421-2 du code de justice administrative. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R421-2 du code de justice administrative.

Dans le même délai de deux mois, le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent à compter de sa publication au recueil des actes administratifs par le pétitionnaire et dans un délai d'un an par les tiers dans les conditions de l'article R514-3-1 du code de l'environnement.

**Article 11 : exécution**

MM. le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des territoires, le maire de la commune de BELLEVAUX sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est adressée à :

- M. le sous-préfet de l'arrondissement de THONON-LES-BAINS
- M. le délégué territorial Savoie-Haute-Savoie de l'agence régionale de santé
- M. le président de la fédération de Haute-Savoie pour la pêche et la protection du milieu aquatique
- M. le président de l'association agréée interdépartementale des pêcheurs professionnels des lacs alpins
- MM. les présidents des chambres d'agriculture, de commerce et de l'industrie, des métiers et de l'artisanat de Haute-Savoie
- M. le chef du service départemental de l'office national de l'eau et des milieux aquatiques.

Le préfet

Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général,

Christophe Noël du Payrat